



**CONSEIL EUROPÉEN  
LE PRÉSIDENT**

**FR**

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> mars 2012  
EUCO 38/12  
(OR. en)  
PRESSE 87  
PR PCE 31

### **Intervention du président Van Rompuy à l'issue de la première session du Conseil européen**

Au cours de ce Conseil européen, nous allons devoir aborder un grand nombre de questions. Le hasard veut qu'à une exception près, chacune d'entre elles commence par un "S". Ce soir, il a été question du Semestre européen, de la Serbie et de Schengen. Demain, ce seront la Syrie, le voisinage méridional et la signature du traité sur la stabilité qui retiendront notre attention. Sans oublier le second mandat de président du Conseil européen que les 27 chefs d'État ou de gouvernement m'ont confié ce soir!

Je commencerai par évoquer le Semestre européen, qui était le principal point de l'ordre du jour du dîner. Comme vous le savez, le Semestre européen est notre outil annuel de coordination des politiques; il commence par l'examen annuel de la croissance réalisé par la Commission et se termine au Conseil européen de juin, qui adopte les recommandations par pays.

À mi-parcours, le sommet de printemps permet de fournir aux États membres des conseils stratégiques concernant leurs politiques économiques et budgétaires. Cette année, j'ai estimé qu'il importait d'insister tout particulièrement sur la nécessité de prendre des mesures tangibles afin de relancer la croissance et l'emploi dans l'ensemble de l'Europe. À ce sujet, j'ai transmis à mes collègues un document qui devrait contribuer à identifier des mesures susceptibles d'être prises. La discussion s'est focalisée sur deux points:

Le premier est de savoir comment rendre l'assainissement budgétaire compatible avec nos perspectives de croissance et d'emploi. J'ai demandé au premier ministre suédois, M. Fredrik Reinfeldt, de nous faire part de l'expérience de son pays en la matière. Il va sans dire que beaucoup d'autres collègues sont intervenus également.

# **P R E S S E**

---

Dirk De Backer - Porte-parole du président - ( +32 (0)2 281 9768 - +32 (0)497 59 99 19  
Jesús Carmona - Porte-parole adjoint du président - ( +32 (0)2 281 9548 / 5150 - +32 (0)475 65 32 15  
[press.president@consilium.europa.eu](mailto:press.president@consilium.europa.eu) <http://www.consilium.europa.eu/>

EUCO 38/12

1  
**FR**

Le point a été abordé sous de nombreux angles. Sur le plan des dépenses, il faut faire en sorte que les allocations de chômage incitent davantage leurs bénéficiaires à trouver un emploi. Sur le plan des recettes, il faut par exemple s'attaquer à l'évasion fiscale et à la fraude fiscale. Quant aux investissements, il faut tout en maîtrisant les budgets, continuer à investir dans l'avenir, dans l'éducation, la recherche et le développement, dans l'innovation - en un mot, faire les bons choix dans un contexte d'assainissement budgétaire.

Le second point porte sur les moyens d'améliorer la compétitivité. Dans ce domaine, un certain nombre de choses doivent être faites en commun, par exemple tirer pleinement parti du marché unique, comme l'ont évoqué dans une lettre douze de nos collègues, dont MM. David Cameron et Mario Monti. D'autres avancées devront être réalisées par des efforts au niveau national.

La chancelière Mme Merkel a fait part de l'expérience de l'Allemagne à cet égard. La charge fiscale qui pèse sur le travail doit être réduite, en particulier pour les personnes à faible revenu. Il y a lieu d'ouvrir les secteurs protégés tels que les services professionnels et le secteur du commerce de détail. L'environnement dans lequel les entreprises exercent leur activité doit être amélioré, notamment en réduisant les charges et obligations administratives grâce à l'informatisation de l'administration.

Nous sommes convenus ce soir que le Conseil européen suivra très attentivement la mise en œuvre des orientations stratégiques qui ont été définies aujourd'hui. C'est un point auquel j'attache une grande importance et je veillerai personnellement, avec le président de la Commission européenne, à ce que ce qu'elles soient appliquées également au niveau européen.

Nous avons également parlé de la situation dans la zone euro. Nous avons salué les progrès accomplis sur le nouveau programme de la Grèce. L'objectif consiste à remettre durablement sur pied l'économie grecque, aussi bien en termes de soutenabilité de la dette que de compétitivité.

Les autorités grecques ont pris au cours des dix derniers jours des mesures législatives décisives, honorant ainsi les engagements qu'elles avaient pris précédemment, et nous les en félicitons. Les dirigeants de la zone euro soutiennent les efforts entrepris par la Grèce pour renforcer les capacités institutionnelles du pays, et accueillent favorablement la proposition de la Commission d'y contribuer. Je citerai à cet égard l'amélioration de la collecte de l'impôt.

Les dirigeants de la zone euro ont également confirmé leur volonté de réévaluer d'ici la fin du mois si le plafond global du FESF/MES est adéquat. En outre, ils ont décidé d'accélérer les versements de capital au MES.

En ce qui concerne la Serbie, nous sommes convenus ce soir d'octroyer à ce pays le statut de pays candidat. C'est une avancée remarquable, qu'ont permise les efforts déployés par les deux parties au dialogue entre Belgrade et Pristina. J'espère que cette décision encouragera la Serbie à poursuivre ses efforts pour satisfaire aux critères politiques et économiques conditionnant à l'adhésion à l'UE. Je formule également l'espoir que Belgrade continuera de soutenir la coopération régionale et les relations de bon voisinage dans les Balkans occidentaux.

Ce qui nous amène à la question de Schengen. Nous avons aujourd'hui progressé sur l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'espace Schengen. Au terme de consultations préparatoires intensives menées ces dernières semaines, nous disposons maintenant d'une feuille de route.

Nous demandons au Conseil "Justice et affaires intérieures" d'adopter sa décision en septembre et, d'ici là, de répertorier et de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour mener à bonne fin le processus. Je tiens à remercier le président roumain, le Premier ministre bulgare et le Premier ministre néerlandais pour l'attitude constructive qu'ils ont adoptée durant les négociations finales menées cet après-midi sous ma présidence.

Demain matin, avant que ne reprenne la réunion du Conseil européen, se tiendra la cérémonie de signature du Pacte budgétaire - ou traité sur la stabilité. Lors de la réunion proprement dite, nous discuterons ensuite de la situation en Syrie et du Printemps arabe, et nous adopterons nos conclusions.

Pour terminer, un mot sur mon deuxième mandat. Comme je l'ai indiqué à mes collègues plus tôt dans la soirée - et je suppose que vous avez pris connaissance du texte de mon discours d'acceptation -, j'accepte leur invitation à assurer un second mandat en tant que président du Conseil européen et président du sommet de la zone euro; je les remercie pour la confiance qu'ils m'accordent.

C'est un privilège et une grande responsabilité, de poursuivre cette tâche pour l'Europe en des moments si décisifs.

---